

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/45021]

24 AOÛT 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 organisant un dispositif de formation consacré à la thématique du tronc commun

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, l'article 6.1.3-9, modifié par le décret du 31 mars 2022 relatif à l'adaptation des rythmes scolaires annuels dans l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire, spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale et aux mesures d'accompagnement pour l'accueil temps libre ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 organisant un dispositif de formation consacré à la thématique du tronc commun ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 avril 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 mai 2023 ;

Vu le « Test genre » du 28 mars 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 07 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation du 23 juin 2023 avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie-Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs visé aux articles 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités conclu en date du 19 juin 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 13 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication d'un avis dans le délai susvisé ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1 — Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 organisant un dispositif de formation consacrée à la thématique du tronc commun

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 organisant un dispositif de formation consacrée à la thématique du tronc commun, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 août 2021, les mots « 2022-2023 » sont remplacés par « 2026-2027 ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2020 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 août 2021 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 août 2022, est complété par neuf alinéas, rédigés comme suit :

« Pour 2022-2023, complémentaires aux formations visées à l'alinéa 6, un nombre limité de sessions s'adresse aux membres du personnel de 1^{ère} et 2^{ème} années de l'enseignement primaire visés aux alinéas 6 et 7 qui n'ont pas pu suivre tout ou partie de la formation au cours de l'année scolaire 2021-2022 pour l'un des motifs suivants :

1. soit pour une circonstance exceptionnelle indépendante de la volonté du membre du personnel ;
2. soit un congé motivé par des raisons médicales ;
3. soit dans le cas où le membre du personnel n'était pas en activité de service dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française au moment de l'organisation de la formation.

Pour 2023-2024, la formation s'adresse aux membres du personnel de 5^{ème} année de l'enseignement primaire ordinaire, dont les maîtres d'éducation physique, les maîtres de philosophie et citoyenneté, les maîtres de seconde langue et les maîtres de religion et de morale non confessionnelle enseignant dans cette même année à l'exception de ceux qui ont déjà été formés antérieurement.

Par dérogation à l'alinéa 11, pour 2023-2024, à l'exception de ceux qui ont déjà été formés antérieurement, la formation s'adresse aux membres du personnel enseignant de l'enseignement primaire spécialisé impliqués dans un dispositif d'intégration en 5^{ème} année de l'enseignement primaire ordinaire, dispositif prévu par le décret du 03 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Pour 2023-2024, complémentaires aux formations visées à l'alinéa 11, un nombre limité de sessions s'adresse aux membres du personnel de 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} années de l'enseignement primaire visés aux alinéas 6 à 9 qui n'ont pas pu suivre tout ou partie de la formation au cours des années scolaires 2021-2022 et 2022-2023 pour l'un des motifs suivants :

1. soit pour une circonstance exceptionnelle indépendante de la volonté du membre du personnel ;
2. soit un congé motivé par des raisons médicales ;
3. soit dans le cas où le membre du personnel n'était pas en activité de service dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française au moment de l'organisation de la formation.

Pour 2024-2025, la formation s'adresse aux membres du personnel de 6^{ème} année de l'enseignement primaire ordinaire dont les maîtres d'éducation physique, les maîtres de philosophie et citoyenneté, les maîtres de seconde langue et les maîtres de religion et de morale non confessionnelle enseignant dans cette même année à l'exception de ceux qui ont déjà été formés antérieurement.

Par dérogation à l'alinéa 14, pour 2024-2025, à l'exception de ceux qui ont déjà été formés antérieurement, la formation s'adresse au membre du personnel enseignant de l'enseignement primaire spécialisé impliqués dans un dispositif d'intégration en 6^{ème} année de l'enseignement primaire ordinaire, dispositif prévu par le décret du 03 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

En 2024-2025, un nombre limité de sessions s'adresse aux membres du personnel de 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} années de l'enseignement primaire visés aux alinéas 8, 9, 11 et 12 qui n'ont pas pu suivre tout ou partie de la formation au cours des années scolaires 2022-2023 et 2023-2024 pour l'un des motifs suivants :

1. soit pour une circonstance exceptionnelle indépendante de la volonté du membre du personnel ;
2. soit un congé motivé par des raisons médicales ;

3. soit dans le cas où le membre du personnel n'était pas en activité de service dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française au moment de l'organisation de la formation.

En 2025-2026, un nombre limité de sessions s'adresse aux membres du personnel de 5^{ème} et 6^{ème} années de l'enseignement primaire visés aux alinéas 11, 12, 14 et 15 qui n'ont pas pu suivre tout ou partie de la formation au cours des années scolaires 2023-2024 et 2024-2025 pour l'un des motifs suivants :

1. soit pour une circonstance exceptionnelle indépendante de la volonté du membre du personnel ;
2. soit un congé motivé par des raisons médicales ;

3. soit dans le cas où le membre du personnel n'était pas en activité de service dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française au moment de l'organisation de la formation.

Pour les sessions de formations visées aux alinéas 13, 16 et 17, l'Institut de la Formation professionnelle continue valide les inscriptions en suivant l'ordre d'introduction des demandes d'inscription. Il peut demander aux membres du personnel visés aux alinéas 13, 16 et 17 d'apporter les justifications utiles en vue de leur inscription à la formation. ».

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté, les mots « telle que visée à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 fixant le montant et les conditions d'octroi de la prime visée à l'article 7, § 2, alinéas 9 et 10, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental et à l'article 8, § 2, alinéas 8 et 9, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « telle que visée à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 fixant le montant et les conditions d'octroi de la prime visée à l'article 6.1.6-4, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

CHAPITRE 2 — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2023 relatif aux modalités de dispense de formations par les membres du personnel des équipes éducatives des écoles, des équipes pluridisciplinaires des centres PMS et des Services du Gouvernement en exécution de l'article 6.1.7-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

Art. 4. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2023 relatif aux modalités de dispense de formations par les membres du personnel des équipes éducatives des écoles, des équipes pluridisciplinaires des centres PMS et des Services du Gouvernement en exécution de l'article 6.1.7-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o membre du personnel : les membres du personnel de l'équipe éducative des écoles, les membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS, les membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des pôles territoriaux et les membres du personnel du Ministère de la Communauté française visés à l'article 6.1.7-1, § 1^{er}, 1^o à 3^o ; ».

Art. 5. Dans l'article 2, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « et des équipes pluridisciplinaires des pôles territoriaux » sont insérés entre les mots « des centres PMS » et les mots « visés à l'article 6.1.7-1, § 1^{er}, 1^o et 2^o, ».

CHAPITRE 3 — *Dispositions finales*

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 28 août 2023, à l'exception de l'article 2, alinéa 2, qui produit ses effets le 29 août 2022.

Art. 7. Le Ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 août 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/45021]

24 AUGUSTUS 2023. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2019 tot organisatie van een opleidingsstelsel gewijd aan het thema van de gemeenschappelijke kern**

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs, artikel 6.1.3-9, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2022 betreffende de aanpassing van het jaarritme van de scholen voor gewoon, gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor sociale promotie en betreffende de begeleidingsmaatregelen voor de vrijetijdsopvang ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2019 tot organisatie van een opleidingsstelsel gewijd aan het thema van de gemeenschappelijke kern ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 25 april 2023 ;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 25 mei 2023 ;

Gelet op de « Gendertest » van 28 maart 2023 uitgevoerd in toepassing van artikel 4, lid 2, 1^o, van het decreet van 07 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 23 juni 2023 met het onderhandelingscomité tussen de Regering en « Wallonie-Bruxelles Enseignement » en de federaties van inrichtende besturen bedoeld in de artikelen 1.6.5-6 en volgende van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs ;

Gelet op het protocol van syndicale onderhandeling binnen het Onderhandelingscomité Sector IX, het Provinciaal en Plaatselijk Comité voor de Openbare Diensten, afdeling II, en het Onderhandelingscomité voor het Statuut van het Gesubsidieerd Vrij Onderwijspersoneel overeenkomstig de procedure van het Koninklijk Besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de openbare besturen en de syndicale organisaties van het personeel tewerkgesteld bij deze besturen, gesloten op 19 juni 2023;

Gelet op het verzoek om advies binnen dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 13 juli 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende het ontbreken van communicatie van een advies binnen de bovengenoemde termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de minister van Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1 — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2019 tot organisatie van een opleidingsstelsel gewijd aan het thema van de gemeenschappelijke kern*

Artikel 1. In artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2019 tot organisatie van een opleidingsstelsel gewijd aan het thema van de gemeenschappelijke kern, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 augustus 2021, worden de woorden « 2022-2023 » vervangen door « 2026-2027 ».

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit, aangevuld bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 2020 en bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 26 augustus 2021 en gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 25 augustus 2022, wordt aangevuld met negen leden, die als volgt luiden :

« Voor 2022-2023 is, naast de opleidingen bedoeld in lid 6, een beperkt aantal sessies bestemd voor personeelsleden van leerjaar 1 en 2 van het lager onderwijs bedoeld in de leden 6 en 7, die in het schooljaar 2021-2022 om een van de volgende redenen niet in staat waren de opleiding geheel of gedeeltelijk te volgen :

1. wegens een uitzonderlijke omstandigheid buiten de wil van het personeelslid ;
2. of verlof om medische redenen ;
3. of indien het personeelslid ten tijde van de organisatie van de opleiding niet in actieve dienst was van een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school.

Voor 2023-2024 is de opleiding bedoeld voor personeelsleden in het 5e leerjaar van het gewoon lager onderwijs, met inbegrip van leerkrachten lichamelijke opvoeding, leerkrachten filosofie en burgerschap, leerkrachten tweede talen en niet-confessionele leerkrachten godsdienst en zedenleer die lesgeven in hetzelfde leerjaar, met uitzondering van degenen die al een opleiding hebben gevolgd.

In afwijking van lid 11 is de opleiding voor 2023-2024, met uitzondering van diegenen die reeds een opleiding hebben genoten, gericht op de leden van het onderwijzend personeel van het gespecialiseerd lager onderwijs die betrokken zijn bij een integratiestelsel in het 5de leerjaar van het gewoon lager onderwijs, een stelsel voorzien in het decreet van 03 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Voor 2023-2024 is, naast de opleidingen bedoeld in lid 11, een beperkt aantal sessies bestemd voor personeelsleden van de leerjaren 1, 2, 3 en 4 van het lager onderwijs bedoeld in de leden 6 tot en met 9 die de opleiding tijdens de schooljaren 2021-2022 en 2022-2023 niet of slechts gedeeltelijk konden volgen om een van de volgende redenen :

1. wegens een uitzonderlijke omstandigheid buiten de wil van het personeelslid ;
2. of verlof om medische redenen ;
3. of indien het personeelslid ten tijde van de organisatie van de opleiding niet in actieve dienst was van een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school.

Voor 2024-2025 is de opleiding bedoeld voor personeelsleden in het 6e leerjaar van het gewoon lager onderwijs, met inbegrip van leerkrachten lichamelijke opvoeding, leerkrachten filosofie en burgerschap, leerkrachten tweede talen en niet-confessionele leerkrachten godsdienst en zedenleer die lesgeven in hetzelfde leerjaar, met uitzondering van degenen die al een opleiding hebben gevolgd.

In afwijking van lid 14 is de opleiding voor 2024-2025, met uitzondering van degenen die reeds een opleiding hebben gevolgd, bestemd voor het onderwijzend personeel van het gespecialiseerd lager onderwijs dat betrokken is bij een integratiestelsel in het 6de leerjaar van het gewoon lager onderwijs, een stelsel voorzien in het decreet van 03 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

In 2024-2025 zal een beperkt aantal sessies worden aangeboden aan personeelsleden van de leerjaren 3, 4 en 5 van het lager onderwijs als bedoeld in de leden 8, 9, 11 en 12 die niet in staat waren om de opleiding tijdens de schooljaren 2022-2023 en 2023-2024 geheel of gedeeltelijk te volgen om een van de volgende redenen:

1. wegens een uitzonderlijke omstandigheid buiten de wil van het personeelslid ;
2. of verlof om medische redenen ;
3. of indien het personeelslid ten tijde van de organisatie van de opleiding niet in actieve dienst was van een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school.

In 2025-2026 zal een beperkt aantal sessies worden aangeboden aan personeelsleden van de leerjaren 5 en 6 van het lager onderwijs als bedoeld in de leden 11, 12, 14 en 15 die de opleiding tijdens de schooljaren 2023-2024 en 2024-2025 niet of slechts gedeeltelijk konden volgen om een van de volgende redenen:

1. wegens een uitzonderlijke omstandigheid buiten de wil van het personeelslid ;
2. of verlof om medische redenen ;
3. of indien het personeelslid ten tijde van de organisatie van de opleiding niet in actieve dienst was van een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school.

Voor de in de leden 13, 16 en 17 bedoelde opleidingen valideert het « Institut de la Formation professionnelle » de inschrijvingen in de volgorde waarin zij zijn ingediend. Het kan de in de leden 13, 16 en 17 bedoelde personeelsleden vragen de nodige bewijsstukken over te leggen met het oog op hun inschrijving voor de opleiding. ».

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden « zoals bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2019 houdende het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de premie bedoeld in artikel 7, § 2, negende en tiende lid, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, en in artikel 8, § 2, achtste en negende lid, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan » vervangen door de woorden « zoals bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2019 houdende het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van de premie bedoeld in artikel 6.1.6-4 van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs ».

HOOFDSTUK 2 — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2023 betreffende de nadere regels voor het geven van opleidingen door personeelsleden van onderwijsteams van de scholen, multidisciplinaire teams van de psycho-medisch-sociale centra en diensten van de regering ter uitvoering van artikel 6.1.7-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs

Art. 4. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2023 betreffende de nadere regels voor het geven van opleidingen door personeelsleden van onderwijsteams van de scholen, multidisciplinaire teams van de psycho-medisch-sociale centra en diensten van de regering ter uitvoering van artikel 6.1.7-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, wordt punt 4° vervangen door hetgeen volgt :

« 4° personeelslid: de personeelsleden van het opvoedend scholenteam, de personeelsleden van het multidisciplinair team van de PMS-centra, de personeelsleden van het multidisciplinair team van de territoriale clusters en de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 6.1.7-1, § 1, 1° tot 3° ; ».

Art. 5. In artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « en de multidisciplinaire teams van de territoriale clusters » ingevoegd tussen de woorden “van de PMS-centra” en de woorden « bedoeld in artikel 6.1.7-1, § 1, 1° en 2°, ».

HOOFDSTUK 3 — Slotbepalingen

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 28 augustus 2023, met uitzondering van artikel 2, tweede lid, dat uitwerking heeft met ingang van 29 augustus 2022.

Art. 7. De minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 augustus 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/45069]

24 AOÛT 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 portant règlement général des études dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les articles 36 et 46 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 portant règlement général des études dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

Vu l'avis 2023-01 donné par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur le 14 février 2023 ;

Vu le « test genre » du 23 mai 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 07 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 14 juin 2023, organisée conformément à l'article 33, 2°, du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur ;

Vu le protocole de négociation au sein du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française, Wallonie-Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs, conclu en date du 16 juin 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 19 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;